HAL
open science

Les Wendel, dynastie de maîtres de forges

Philippe Mioche

To cite this version:

Philippe Mioche. Les Wendel, dynastie de maîtres de forges. Textes et documents pour la classe, 2019, Métal. Usages & productions, 1120, pp.24-27. hal-02528524

HAL Id: hal-02528524

https://amu.hal.science/hal-02528524

Submitted on 23 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une dynastie de maîtres de forges : les Wendel

Philippe Mioche, Professeur émérite d'histoire contemporaine, Université d'Aix-Marseille

Des prémices de l'industrialisation à l'âge d'or des hauts fourneaux lorrains et aux défis posés par la mondialisation, les Wendel incarnent l'histoire industrielle de la France.

La famille de Wendel et l'entreprise sidérurgique de ce nom, fortement ancrée en Lorraine, sont des acteurs majeurs de cette industrie qui a fait la France. La longévité de leur histoire, associée à toutes les étapes de la métallurgie contemporaine, est singulière et intègre de 1704 à nos jours les éléments du roman national de la Révolution Française à l'annexion de l'Alsace Lorraine, de la Première à la Seconde Guerre mondiale. Incarnation du « grand capital », des « deux cent familles » les plus riches pendant l'entre-deux-guerres, les Wendel ont durablement marqué l'imaginaire social du pays, parfois de façon excessive, l'usage du mot commode de dynastie en atteste. Cette histoire peut se présenter en tranches chronologiques inégales : deux siècles de construction d'une entreprise lorraine, un demi-siècle d'apogée et un demi-siècle de déclin.

La construction d'une entreprise familiale (1704 – 1903)

Fils de militaire, Jean Martin Wendel (1665 – 1737) achète la forge Rodolphe à Hayange en Moselle ainsi qu'un fourneau et une fenderie (pour fendre les gueuses de fonte avant de les fondre) en 1704. Propriétaire-exploitant de la forge, il devient alors « maître de forges ». L'année suivante, il acquiert la seigneurie d'Hayange et porte désormais la particule. Le domaine s'agrandit de forêts, le charbon de bois étant l'énergie des fourneaux jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Une première accumulation de capital, modeste, est réalisée par les deux générations suivantes avant la Révolution française et l'Empire. Ignace (1741-1795) participe à la fondation de la manufacture royale du Creusot mais ses déboires pendant les périodes révolutionnaires conduisent sa mère, Marguerite d'Hausen (1720 - 1802), à vendre Hayange en 1799. Son fils François-Charles (1778 -1825) prend la revanche familiale en rachetant le domaine dès 1803 et il consolide l'entreprise en devenant fournisseur des armées de l'Empereur Napoléon 1er. Il contribue à l'introduction des « forges à l'anglaise » - avec four à puddler (pour affiner la fonte) et laminoir - qui triompheront en France après sa mort. Il entre en politique en devenant maire d'Hayange en 1807, puis député royaliste à la chute de l'Empire en 1815. Il crée un *habitus* familial de la politique, comme chez de nombreux maîtres de forges lorrains qui deviennent maires ou conseillers généraux.

Son fils Charles (1809 – 1870), aidé de son beau-frère, Théodore de Gargan (1827 -1889), polytechnicien et ingénieur des Mines, développe considérablement l'entreprise. Il crée de nouvelles usines (Stiring), ouvre des mines de charbon (Petite Roselle) et de fer. L'entreprise accompagne la révolution ferroviaire en devenant fournisseur attitrée des compagnies de chemins de fer. Député conservateur, il installe les siens à Paris. À sa mort, la famille est rattrapée par l'Histoire : la défaite française de 1871 coupe la Lorraine en deux, Hayange, Moyeuvre, Petite-Rosselle étant en zone devenue allemande. Une partie de la famille « opte » pour l'Allemagne : Henri (1844 -1906) et son neveu Charles (1871 -1931), deviennent « Allemands » et siègent au Reichstag. Ce choix de défense patrimoniale leur vaut le qualificatif « d'apatride » au détriment des engagements patriotiques des membres restés volontairement Français. Ce bouleversement nécessite de renforcer le contrôle sur le patrimoine familial. La société « Les petits fils de François de Wendel & Cie » est créée en 1871 afin de protéger les biens en Lorraine annexée. Dix ans plus tard, en 1880, la « Société Wendel & Cie »

réunit les avoirs restés en France. L'histoire de la famille et celle de l'entreprise ne font plus qu'une. On ne peut la quitter sans l'accord des autres et des pratiques successorales sont instaurées : la transmission sera patrilinéaire pendant huit générations, des veuves telle Martine d'Hausen, « la dame d'Hayange », ou Joséphine Fischer de Dicourt (1784 -1872) assurant parfois la continuité de la gestion. La cohésion des héritiers est forte, la plupart étant diplômée de l'École des Mines ou l'École Centrale, tous portant un intérêt remarquable à l'innovation technique. La famille est ainsi consolidée par les liens juridiques et par la transmission de valeurs.
Le paternalisme à l'égard des salariés, dont bon nombre en Lorraine viennent de l'Italie de la misère, est assumé dans toutes ses dimensions : écoles, centres de soins, ou encore construction de logements (dans les vallées de la Fensch et de l'Orne, on en compte 24 000). Ce paternalisme est orchestré à l'occasion de cérémonies et de banquets pour remettre les médailles du travail à ceux qui ont servi la « Maison » pendant parfois plus de 50 ans. Le temps passant, ce n'est plus seulement une stratégie de management pour fixer la main d'œuvre mais un héritage, une façon d'être. Il en va de même pour l'évergétisme assumé par les épouses et veuves. Par exemple, l'Union Lorraine créée en 1912 pour venir en aide aux Lorrains déplacés est une œuvre caritative durable où s'illustre Ségolène de Wendel (1908- 1981) pendant la Seconde Guerre. Le catholicisme est omniprésent, pensé de façon plus ou moins tolérante au gré des individus. L'engagement politique, fréquent depuis le début du XIXe, est parfois antirépublicain, toujours conservateur.
Un événement majeur dans l'histoire de la sidérurgie française, l'adoption du procédé Thomas-Gilchrist breveté en 1877 – dérivé du procédé Bessemer qui en 1855 avait ouvert la voie à la fabrication industrielle de l'acier, matériau à la fois plus solide et plus souple que le fer – renforce considérablement l'entreprise au tournant du siècle en permettant d'utiliser le minerai pauvre du continent européen, abondant en France comme en Belgique ou au Luxembourg. Ce procédé est acheté par une association entre Schneider et Wendel ce qui permet à Wendel d'installer les nouveaux convertisseurs dans son usine de Joeuf en Lorraine française. Quand le procédé Thomas tombe dans le domaine public en 1893, la Lorraine se couvre de hauts fourneaux et alimente les besoins sidérurgiques de la Belle Epoque puis de la préparation à la guerre. Mais les Wendel ont une longueur d'avance et la Société Wendel&cie est en tête de la production d'acier en France. Quand vient la Grande Guerre, les Wendel, ainsi que leurs alliés et concurrents du Creusot, sont les premiers « marchands de canons » du pays.

L'apogée au temps de François, deuxième du prénom (1903 -1949)

François de Wendel (1874 – 1949), le dernier à revendiquer le titre de « maître des forges », marque l'apogée de l'entreprise et de l'influence de la famille. Ingénieur civil de l'Ecole des Mines de Paris, Il prend en 1903 la gérance de la holding familiale qu'il développe épaulé de ses frères Humbert (1876 -1954) et Maurice (1879 -1961). En 1913, la société Wendel fait jeu égal avec les aciéries de Longwy, de la Marine, ou de Micheville. Aussi, Wendel anime-t-il la triade qui domine la sidérurgie et la métallurgie avec E. Schneider au Creusot et Théodore Laurent à Firminy, développant des entreprises très diversifiées dans les mines, la sidérurgie, la mécanique, investissant également hors de France, employant une centaine de milliers de salariés.
Il lègue à la postérité de passionnants carnets tenus quotidiennement pendant 40 ans, un journal qui regorge d'annotations techniques mais dans lequel dominent les observations politiques et où l'on note chez ce nanti plus de souffrances que d'insouciances à propos de la France.
Selon la formule de D. Woronoff : « La politique a été sa passion et l'industrie son devoir ». Contre l'avis de sa famille, après deux tentatives infructueuses en 1906 et en 1910, il est élu député de Briey

en avril 1914. Il écrit « c'est la plus grande joie de ma vie » et sera constamment réélu jusqu'à son entrée au Sénat en 1933. Il affronte la Grande Guerre en participant à la mobilisation industrielle. Il est confronté à la « querelle de Briey » où il est injustement accusé d'avoir fait protéger ses mines des bombardements. Il se forge une opinion économique et ses convictions monétaires sont solides quand il entre au Conseil de Régence de la Banque de France en 1913, prenant position contre la dévaluation du franc. Comme d'autres industriels de l'entre-deux-guerres, il complète son dispositif d'influence en finançant des journaux, à commencer par le *Journal des Débats*.

Désigné par ses pairs en 1918, il est Président du Comité des Forges jusqu'à sa dissolution par le régime de Vichy en 1940. Ce vieux syndicat patronal, fondé en 1864, est un endroit familier des Wendel qui y occupèrent de nombreuses fonctions. On gère les affaires professionnelles, les prix de vente, on discute des projets d'investissements et des rapprochements d'entreprises : on contrôle le marché national de l'acier. F. de Wendel y est à son aise. Mais toutes ces lumières l'exposent. Avec ses usines et une fortune qu'on imagine plus grandes qu'elles ne le sont, son siège à l'Assemblée nationale et la Banque de France, son poids médiatiques, F. de Wendel, comme quelques-uns de ses collègues tels Edouard de Rothschild ou Eugène Schneider, devient un symbole de la France des riches que conspue les élans du Front Populaire.

Ses convictions sont bien arrêtées : s'il est pour l'ordre et l'autorité et fréquente les franges extrêmes de la droite conservatrice, il ne prend pas part au vote qui, le 10 juillet 1940, donne les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. Aussi, son patriotisme lorrain assorti d'antigermanisme (il est né au lendemain de l'annexion de la Lorraine, ses biens sont confisqués et ses usines pillées pendant les deux guerres) le tient à l'écart de la collaboration avec l'occupant nazi qu'il dénonce. Et bien qu'imprégné d'un antijudaïsme catholique, il n'adhère pas à l'antisémitisme ambiant et fait preuve de compassion pour ses collaborateurs qui en sont victimes. Il n'est toutefois pas question pour lui de se rapprocher des résistants qu'il qualifie d'hors la loi.

F. de Wendel a été aimé et détesté. L'accueil du personnel des usines quand il revient en Lorraine où il ne pouvait se rendre pendant les guerres, tant en 1918 qu'en 1944, est émouvant. Les salariés lorrains, dont certains ont pratiqué une résistance passive à la production pour l'ennemi, expriment des sentiments qui transcendent la lutte des classes. Une émotion marquée par le patriotisme et le respect, fort éloignée des ressentiments et des menaces que la presse communiste brandit à la Libération. Le cortège qui l'accompagne à sa dernière demeure, en 1949, est aussi un spectacle impressionnant même s'il relève d'une scénographie préparée.

Vers le déclin

À la Libération, le groupe de Wendel et son chef sont mal en point. Les usines lorraines sont dévastées. Après la vindicte de l'ennemi s'ajoutent les accusations véhémentes et injustes de collaboration. Le septuagénaire se referme sur lui-même et son isolement pèse sur le destin du groupe. Ce sont les concurrents du Nord de la France, rassemblés dans Usinor, qui prennent les avant-postes de la reconstruction et de la modernisation de la sidérurgie française. Une des dernières décisions, adoptée avec réticence par F. de Wendel, est la réalisation du grand laminoir à chaud de la Sollac en 1948. Mais elle intervient deux ans après la création d'un équipement comparable dans le Nord.

La succession est assurée par le fils de François, Henri (1913 -1982), très vite épaulé par deux membres de la famille, Emmanuel de Mitry (1892 -1983) et Pierre Celier (1917-2010). Ils pilotent ce que l'on appelle encore la « Maison » pendant la période de grande croissance dite des « trente glorieuses ». Sollac se révèle une entreprise très prospère mais la période est marquée par le

développement mondial de la sidérurgie sur l'eau. Les nouvelles usines sont construites dans un port afin d'importer les matières premières, le charbon et le fer principalement, et d'exporter les produits en acier. Les hauts-fourneaux lorrains sont menacés. Avec beaucoup d'hésitations, les héritiers s'engagent en 1969 dans la réalisation de l'usine de Fos sur Mer près de Marseille. Ce gros investissement, après celui de Dunkerque par Usinor, endette les entreprises de Wendel à l'image de l'ensemble de la sidérurgie française. La rentabilité des entreprises est fragilisée par le contrôle public des prix de vente qui rogne leur marge. La situation de Wendel, devenue Marine-Wendel, est aggravée par un engagement conflictuel dans Creusot-Loire. Si bien que le retournement de la conjoncture mondiale en 1974, provoque la déroute financière de l'ensemble du secteur. L'endettement dépasse le chiffre d'affaires et le gouvernement de Raymond Barre (1978) reprend les actifs à son compte, c'est-à-dire qu'il étatise la sidérurgie, avant que le gouvernement de Pierre Mauroy (1981) ne la nationalise. Le destin de la sidérurgie française suit un cours nouveau. Rassemblée en 1987 dans Usinor-Sacilor, la sidérurgie est privatisée en 1995, puis renommée Usinor en 1997, elle tente de devenir un champion européen en 2002 (Arcelor). Mais ce projet est stoppé par l'OPA (offre publique d'achat) de Mittal en 2006 qui donne naissance à un groupe global.
La famille Wendel a anticipé les décisions politiques en regroupant en 1977 ses actifs non sidérurgiques dans une nouvelle société, la CGIP (Compagnie Générale d'Industries et de Participations). À partir de ce noyau, bien inférieur aux avoirs sidérurgiques devenus théoriques, un membre de la famille, Ernest-Antoine Seillière (1937), parvient à créer un fonds d'investissement très actif qui prend le nom de Wendel Investissement en 2002, puis Wendel en 2007. La famille se perpétue, mais le fonds qui entend privilégier les investissements durables n'a plus rien à voir avec la sidérurgie. Pour autant, le rapport à l'Histoire demeure fort parmi les héritiers animés par François (1951) : le tricentenaire de la saga a été célébré avec fastes au Musée d'Orsay en 2004.

Références :

Jeanneney Jean Noël, *François de Wendel en République*, Paris, Seuil, 1976. Nouvelle éd. revue, Perrin, Paris, 2004.
Mioche Philippe (dir), *La sidérurgie française et la maison de Wendel pendant les Trente Glorieuses 1945 -1975*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2015.
Woronoff Denis, *François de Wendel*, Paris, Presses de Sciences-Po, collection "Repères-Facettes", 2001.

Illustrations en annexes :

Charles de Bertier, *Les forges d'Hayange en 1866*, 1866, aquarelle, collection particulière.

François de Wendel, homme politique et administrateur, président du Comité des forges et régent de la Banque de France, vers 1930.

Manifestation à Hayange autour de l'usine Wendel-Sidelor, 9 novembre 1971.

Dans les années 1960, la sidérurgie est fragilisée économiquement : des restructurations sont imposées aux employés, entraînant une baisse des effectifs. L'usine Wendel-Sidelor n'y échappe pas et doit faire face, en 1971, à un plan de conversion déclenchant la colère des travailleurs.